

La rentrée digitale du DSI



En bref

Les projets web sont souvent malaimés, méprisés, jugés basiques. Pourtant, ils sont l'objet de grands enjeux et souvent d'une grande complexité avec de nombreux liens avec le coeur du système d'information. De même, les problématiques autour du poste de travail ordinaire sont loin d'être triviaux, en particulier sur de grandes populations comme des élèves de tout un département. Petite revue à l'occasion de la rentrée.

Sommaire

Projets

Les cartables numériques : une réussite sous conditions

Technologies

Digital Workspace : quand le salarié divorce de son bureau

Projets

La Maif associe modernisation du SI et transformation digitale

Projets

La Croix Rouge Française valorise ses établissements dispersés avec Drupal

Projets

Radio France soulage son Drupal avec des micro-services

Les cartables numériques : une réussite sous conditions



Laurent Le Prieur, DSI de l'Académie de Grenoble, a hébergé sur son infrastructure la gestion des 800 tablettes déployées à titre expérimental dans quatre collèges.

Dans le cadre du plan numérique national pour l'éducation et des appels à projet d'Etat induits, de plus en plus de départements équipent les collégiens de tablettes comme cartables numériques. Mais des conditions doivent être respectées qui sont celles de tous les déploiements de grands parcs de tablettes.

L'Etat a initié un plan numérique national pour l'éducation. Celui-ci vise, au travers d'appels à projets, à aider aux déploiements d'outils numériques dans les établissements scolaires afin de développer les compétences numériques des élèves. Savoir utiliser l'outil est donc bien en lui-même un objectif pédagogique, au delà de nouvelles méthodes pédagogiques par principe contestables. Les projets retenus dans le cadre de ces appels à projets sont alors partiellement financés par l'Etat, ce qui facilite leur mise en oeuvre. Et ce même si les collèges restent sous la responsabilité générale des Conseils Départementaux et les lycées sous celle des Conseils Régionaux.

Mais la réussite de ces projets numériques suppose un terrain favorable avec des infrastructures et des projets applicatifs connexes. Finalement, on y retrouve les conditions classiques de réussite de tous les grands déploiements de parcs de terminaux mobiles. Voici deux exemples dont les déploiements sont en cours ou récents : dans le département des Yvelines et dans l'académie de Grenoble.

Dans les Yvelines, les infrastructures en soutien

A la rentrée 2015, le Conseil Général des Yvelines avait ainsi profité d'un premier appel à projets pour équiper 815 élèves et 170 enseignants de tablettes. Le deuxième appel à projets, en novembre 2015, a été l'occasion de renforcer ce déploiement en l'étendant à

onze collèges supplémentaires (dont un établissement privé sous contrat à Versailles) en partenariat avec la Délégation Académique au Numérique Educatif. En tout, 4700 tablettes seront donc en circulation à la rentrée 2016, en plus des 15 000 terminaux fixes déjà en place avec un but pédagogique pour un total de 35 000 « équipements numériques » dont 2 800 tableaux numériques interactifs (TNI) et vidéoprojecteurs interactifs.

L'investissement est conséquent sur la seule partie « tablettes » du projet : 2,2 millions d'euros, dont un million de subventions d'Etat. A cela s'ajoute le développement préalable d'un espace numérique de travail (ENT), *e-collège*. Tous les collèges participants au projet étaient utilisateurs de cet ENT. Enfin, tous sont désormais raccordés au réseau départemental en fibre optique. Il est en effet nécessaire que chaque terminal déployé puisse se connecter à Internet avec un niveau de qualité de service suffisant.

Un bilan qui reste à tirer

Cécile Dumoulin, Vice-Présidente du Conseil départemental déléguée aux collèges, précise : « le Conseil départemental s'est engagé depuis plusieurs années dans une politique de soutien à l'intégration des nouvelles technologies pour les collégiens. Cela se concrétise par l'expérimentation de l'usage des nouveaux outils, en lien avec l'Education nationale, afin d'évaluer leur intérêt pédagogique avant d'envisager leur généralisation ». En effet, les projets actuels restent, dans ce département, très expérimentaux auprès d'un petit nombre d'élèves. Rappelons que ce Conseil Départemental a en effet la responsabilité de 116 collèges pour un total de 65 000 élèves.

L'évaluation du programme reste bien à faire. S'il est peu probable que la politique de soutien au numérique change, peut-être certains ajustements seront à faire, précisément pour assurer le succès d'une « éducation au numérique ». La pertinence éducative et pédagogique va donc être évaluée au travers d'une consultation auprès des enseignants et autres acteurs du système éducatif, des collégiens et des parents d'élèves. Des questionnaires vont leur être adressés et les résultats de l'enquête seront connus dans les semaines à venir.

En particulier, à l'heure du BYOD en entreprises, déployer un parc appartenant aux autorités de tutelle des collèges est-il pertinent ? Ne faudrait-il pas plutôt inciter voire aider à l'acquisition d'un matériel individuel ?

La gestion des flottes de tablettes reste un défi-clé

Dans l'Académie de Grenoble, un cartable numérique va là aussi être déployé à la rentrée 2016 à titre de pilote dans quatre collèges, un en Ardèche et quatre en Drôme, pour un total de 800 élèves concernés. L'idée est bien d'utiliser l'outil dans une nouvelle interaction pédagogique en plus de l'apprentissage de l'outil lui-même. Tout un travail préalable d'équipement en Wi-Fi ou en prises électriques a dû, encore une fois, être réalisé. Mais le cas est cette fois intéressant par la gestion du *digital desktop*. Pas d'ENT et d'applications lourdes locales mais un poste de travail virtuel avec une gestion centralisée sous AirWatch de VMware.

L'Académie de Grenoble disposait en effet d'une infrastructure gérée avec vSAN et vCloud Suite du même éditeur. L'objectif du DSI, Laurent Le Prieur, était d'utiliser cette

infrastructure existante pour héberger les *digital desktops* liés aux tablettes déployées. Les travaux réalisés par les élèves comme les contenus pédagogiques devaient pouvoir être entièrement gérés sur cette infrastructure. Laurent Le Prieur se réjouit : « avec AirWatch, nous avons pu déployer très rapidement les tablettes que nous pilotons intégralement avec les équipes enseignantes, notamment du point de vue de l'offre de contenus, que ce soit des applications ou des ressources ».



Bertrand Lemaire
Rédacteur en chef de CIO

Digital Workspace : quand le salarié divorce de son bureau



Christophe Servais d'OBS accompagne la mise en place de 45 000 postes de travail virtualisés

Le salarié n'est plus rivé à son bureau physique, à son PC, au papier, mais relié au workspace, l'environnement de travail, « partout où je suis ».

Le digital workspace n'est pas un sujet neuf. On parle depuis dix ans de virtualisation du poste de travail, du bon vieux client léger ou SBC, Server Based Computing, qui virtualise les applications, on entendait même parler naguère des blades PC. Techniquement, le thème est connu, mais sur d'autres plans il vit un regain de ferveur. Les raisons sont claires en apparence et tiennent à la poussée de la mobilité, aux nouvelles aspirations des salariés et aux nouvelles formes d'organisation des entreprises.

Le poste de travail statique, avec terminal et applications bureautiques et métiers, dans un seul lieu, a vécu. Terminal et applications sont désormais dissociés. C'est l'utilisateur qui décide de son terminal, du lieu où il se connecte, des applications dont il a besoin et avec qui il les partage.

L'entreprise l'accompagne parce que c'est son intérêt. A partir de là, se bâtit ce qu'on appelle, aujourd'hui, le *digital workplace*.

« Ce sujet existe effectivement depuis plusieurs années, témoigne Christophe Frealle, Directeur technique au sein de l'entité Infrastructure Management Services d'Econocom, la différence c'est qu'on n'en parle plus de la même manière. Ma vision partagée chez les clients, c'est un peu un effet de mode, mais surtout plus de maturité des clients. Même si les budgets des DSI n'ont pas augmenté, on leur demande de faire beaucoup mieux, donc il leur faut optimiser et le digital workspace est un bon sujet de travail. »

Mise en place à grande échelle pour les DSI

Désormais, il est question de mise en place à grande échelle pour les DSI. « Sur 2015 et 2016, nous accompagnons la mise en place de 45 000 postes de travail virtualisés » témoigne Christophe Servais, directeur marketing chez Orange business services, plus particulièrement chargé de l'activité Neocles et du poste de travail virtualisé. Les offres de postes de travail virtualisés sont portées par Citrix, VMware, Microsoft, de grands opérateurs ou intégrateurs comme OBS (Orange Business Services) ou Econocom et bien d'autres en contact avec les clients. Aujourd'hui, ils se confrontent au redéploiement des entreprises et de leurs postes de travail avec l'accélération digitale.

La Région, qui s'appelait encore Basse-Normandie, a par exemple commandé 18 000 bureaux virtuels à l'automne 2015. C'est pour équiper en deux ans les 71 lycées de la Région. L'accès est simplifié et sécurisé aux documents et à tous les types d'applications disponibles, c'est le principe même du VDI. Mais derrière, c'est aussi toute une organisation qui change et OBS associe largement les deux. Dans le cas des lycées normands, l'organisation et l'utilisation des locaux deviennent ainsi plus efficaces et modulables, il n'y a plus de déménagements de postes, les élèves peuvent télétravailler en cas de maladie, les mises à jour sont simplifiées. La gestion, l'administration et la maintenance des postes peuvent être gérées à distance. La centralisation des données et des applications assure un niveau de sécurité et de confidentialité élevé, ainsi qu'un contrôle des connexions sur internet.

La quasi-totalité des entreprises ont des projets

« La maturité varie encore, mais le sujet concerne toutes les tailles d'entreprises et le secteur public comme le secteur privé, nous explique Christophe Servais. C'est un mix d'efficacité opérationnelle et de migration vers Windows qui décide du passage au poste de travail virtuel. La quasi-totalité des entreprises que j'ai rencontrées ont des projets sur 2, 3, 5 ans. »

Le sujet est aussi celui de la productivité des collaborateurs et de leur accompagnement. Leur espace de travail a largement augmenté ces dernières années, aujourd'hui les attentes d'un collaborateur ont été multipliées et se sont diversifiées. Les enjeux de la virtualisation sont également là, en fonction des préférences des collaborateurs. Derrière, cette forte pression des salariés c'est la capacité de l'entreprise à rendre un service qui va augmenter la promesse de la virtualisation. OBS a par exemple, en plus de son offre de poste de travail virtuel, Flexible Workspace, une procédure d'accompagnement : Flexible Workspace Vision.

Derrière le terme, devenu parfois à la mode de *digital workplace*, quelle est la réalité ? « En fait, il ne faut pas confondre deux sujets, souligne Christophe Frealle, celui du VDI et celui du SBC, le poste de travail virtuel et le bureau virtuel. « On nous parle beaucoup de VDI en clientèle, une technologie intéressante et séduisante, mais on revient aussi au bureau virtuel plus économique. Le lobbying des éditeurs joue également son rôle en popularisant la première solution. Mais, si on examine leurs propositions, l'infrastructure, n'est même pas chiffrée. »

Le bureau virtuel, plus économique

Dans le cas du VDI, à chaque poste de travail correspond une licence, donc par exemple pour 1 000 postes, il faut 1 000 licences. C'est plus cher et il faudra ajouter des coûts d'infrastructure. S'il faut 4 Go de RAM par poste, il faudra 1000 x 4 Go en tout. C'est donc lourd et couteux. Côté bureau virtuel, il suffit d'un OS poste de travail

virtualisé et d'un minimum de ressources. L'avantage du SBC, c'est un coût réduit. « On revient un peu au monde mainframe, les applications se trouvent sur un datacenter, pas dans un terminal, c'est particulièrement intéressant dans les entreprises qui ont un réseau d'agences et veulent déployer des postes de travail, ou les faire évoluer, de manière rapide et économique.»

60 à 70% des utilisateurs ont des besoins basiques, un bureau virtuel suffit. En plus, il faut évidemment gérer le changement, mais aussi proposer un financement adapté. Les DSI sont en attente de ces différents éléments. Le *digital workplace* est leur sujet, il est relié à beaucoup d'autres comme la mise en place de solutions dans le cloud, la sécurité et la gestion de l'évolution des collaborateurs.

Le *digital workplace* ne se résume pas aux seules questions technologiques. C'est un élément de l'évolution de l'environnement de travail de l'entreprise analyse Deloitte. Le cabinet d'études en fait un levier pour accompagner les changements dans les modes de travail, garder les collaborateurs connectés, renforcer ce qu'on appelle « l'expérience collaborateur » : la qualité de son travail les capacités à travailler, la proximité avec son environnement IT personnel. C'est aussi, souligne Deloitte, le moyen pour l'entreprise de proposer des environnements de travail virtuels, de réaliser des économies, de renforcer la productivité, mais aussi de séduire des talents avec un environnement de travail dynamique et innovant. C'est beaucoup plus qu'une simple évolution technologique et c'est tout l'intérêt du *digital workspace*.



Didier Barathon
Journaliste

La Maif associe modernisation du SI et transformation digitale



Romain Liberge CDO, et Pascal Demurger, directeur général de la Maif

Investissements dans les startups, mobilisation interne, développement de nouveaux services : la Maif s'organise pour contrer les InsurTech.

La Maif marie investissements dans la modernisation du SI et dans le digital. 100 à 120 millions d'euros (ME) sont consacrés chaque année à la modernisation des systèmes d'information. 200 autres millions iront au digital dans les cinq prochaines années et 125 ont permis de créer Maif Avenir, un fonds d'investissement dans l'économie collaborative.

Sur le premier point, la modernisation du SI, la Maif a abandonné dès le début des années 2000 ses mainframes au profit d'architectures Power. Le Cobol est en cours de rénovation, un plan qui court entre 2009 et 2019, 70% de cette opération étant déjà réalisée par les équipes de la Maif, de Sodifrance et de Capgemini. La DSI passe également par l'open source chaque fois que cela est possible. Voilà pour le Legacy. « *Nous sommes à 51% de change et 49% de run sur l'ensemble de nos opérations informatiques* », nous précise Nicolas Siegler, le directeur général adjoint en charge des systèmes d'information.

Parallèlement, dès 2013, Nicolas Siegler a mené une première étude sur la transformation digitale et rencontré Romain Liberge, alors directeur à l'agence Netscouade, qui est entré l'année suivante à la Maif comme CDO, Chief digital officer. La Maif compte aussi une directrice marketing et internet Nelly Brossard, un directeur de l'innovation Olivier Gombert Gillmann et plusieurs autres responsables liés à l'innovation et au digital. Le comité de direction effectuera une learning expedition à San Francisco au mois de juillet prochain. La mutuelle a également monté une digital factory

afin de capter des compétences externes, par exemple celles de data scientists. A l'évidence, on est loin de l'image vieillotte que pourrait susciter le monde de l'assurance.

Les InsurTech en ligne de mire

L'innovation et le digital deviennent des éléments structurants de l'entreprise. En 2014, se terminait le précédent plan stratégique, le nouveau, va permettre à la Maif d'engager sa transformation digitale pour les cinq prochaines années. En ligne de mire, la mutuelle retrouve les start-ups de l'assurance, les InsurTech, qui pourraient, comme les FinTech, avec la banque, la perturber ou la menacer.

Cet environnement incite le directeur général du groupe, Pascal Demurger, énarque passé par Bercy avant de se convertir au mutualisme, à réorienter l'entreprise. « *La digitalisation ne va pas s'arrêter aux portes du monde de l'assurance, mais contrairement à nos concurrents nous ne sommes pas rivés sur le sujet des données, nous travaillons aussi sur l'expérience client, ce sont les deux axes de notre projet* ».

Pascal Demurger cite plusieurs exemples, comme la dissociation entre la possession et l'usage d'un véhicule. Les objets connectés embarqués permettent déjà de proposer un usage plus personnalisé du véhicule, de suivre le comportement des conducteurs, afin d'adapter la tarification de l'assureur. Une start-up dans laquelle a investi la Maif, zenpark, propose quand vous partez en vacances et gardez votre voiture, par exemple pour une semaine sur un parking d'aéroport, de le proposer à un autre conducteur. Ce qui change l'économie pour l'utilisateur. Au lieu d'un coût de parking, il se retrouve avec un gain de location. Evidemment, ce nouvel usage change les conditions d'assurance du véhicule et de ses différents conducteurs.

La Maif, incubateur

Ces 9 et 10 juin, la Maif organisait pour la deuxième année constructive son DigiTech à Niort, à l'intérieur de son siège social. L'occasion pour montrer un autre visage et des acteurs internes ou proches de l'entreprise qui mettent en oeuvre sa transformation. Citons Marcireau, intégrateur régional né il y a 70 ans dans la bureautique et aujourd'hui déployé dans l'informatique et le digital avec sa filiale Cyberscope. Juste à côté, Serli, SSII basée au Futuroscope. Dans ce salon, on découvre également SoUse, jeune start-up créée par deux salariés de la Maif, toujours logée au siège, elle prépare une plateforme d'agrégation de services numériques pour les particuliers.

La Maif montre aussi Nestor, une néo banque, comme Orange ou Axa en proposent. Le projet de la Maif est un agrégateur patrimonial, vous pouvez agréger sur Nestor tous vos comptes en banque et tous vos comptes épargne, bourse, assurances, de manière à avoir une seule gestion patrimoniale avec un seul code d'accès. Dans deux à trois ans, Nestor disposera aussi de nouvelles fonctionnalités, anticipation budgétaire, alertes sur le compte, anticipation de découvert. Nestor est en fait un projet en marque blanche issue de Linxo. L'interface est de la Maif. Décidé au mois de février en comité de direction, le projet sera opérationnel le 20 juin. Il sera ouvert, c'est-à-dire proposé au-delà des collaborateurs et sociétaires de la Maif. Le tarif sera inférieur à 30 euros par an, la moyenne des agrégateurs actuels étant aux alentours de 35 euros par an, précise la Maif.

Sur le même sujet des agrégateurs, la Maif investit dans Cosy Cloud, une start-up chargée d'agréger les données personnelles, où l'on retrouve Christian Nitot. « *Après*

17 ans chez Mozilla, j'avais envie d'une autre structure, je ne suis pas parti fâché, mais pour rejoindre Cosy où je suis CPO, chief product officer aux côtés des deux fondateurs, Benjamin André et Frank Rousseau. L'idée est de réunir tous les comptes que l'utilisateur souhaite, EDF, mail, ou autres et leur donner un seul code d'accès sur Cosy. Les données sont stockées chez OVH, l'agrégateur n'a pas la possibilité de voir les données, contrairement à ce que font les Gafa. C'est le point sur lequel insistent les dirigeants de Cosy, la méfiance va inciter le public à vouloir contrôler lui-même ses données et ne plus les confier sans en savoir plus à des géants américains. »

Christian Nitot is back

« Prenons un exemple très simple, nous explique Christian Nitot, celui de Facebook. Ils ont déposé un brevet il y a un an pour estimer les risques de prêts sur leurs adhérents. En étudiant vos relations, ils se font fort de déduire les risques de prêts que l'on peut vous accorder. Cosy propose d'échapper à ce type de projet en gardant les données pour soi. Il n'y a pas de raison pour que Google ait toutes nos données. Avec Cosy, on peut les avoir sur soi ». La société créée en 2012 annonce ce 10 juin sa deuxième levée de fonds, 4 millions d'euros, 3 par la Maif, 1 par Innovacom. La précédente en 2012 portait sur 1,2 million d'euros.

Sur le DigiTech, on pouvait également observer des services purement Maif, comme l'agence 2.0 avec la reconnaissance faciale qui permet d'estimer l'âge de quelqu'un, ou la reputationsquad, équipe interne chargée de sensibiliser aux risques numériques. La stratégie digitale de la Maif passe également par l'interne avec l'ensemble des collaborateurs. *« C'est presque un troisième axe de transformation »*, note Pascal Demurger. La Maif installe le « bureau digital » un réseau social pour les collaborateurs de manière à partager les documents et distribuer la connaissance de manière virale. Elle crée aussi l'académie digitale, avec la startup 360learning afin de distribuer des Moocs. Et Romain Liberge, le CDO, compte des correspondants digitaux dans toute l'entreprise. Les géants du CAC 40 qui peinent à définir leur stratégie digitale pourraient faire un détour par Niort.



Didier Barathon
Journaliste

La Croix Rouge Française valorise ses établissements dispersés avec Drupal



Tatiana Babsky, responsable du pôle digital de la Croix Rouge Française, a témoigné sur Drupagora.

Avec l'aide de Klee Interactive, la Croix Rouge Française a mis en oeuvre un nouveau site web sous Drupal pour ses établissements sanitaires et sociaux, présenté lors de Drupagora. Ce nouveau site appartient à une démarche générale pour mieux communiquer autour de ces établissements en laissant une large responsabilité aux responsables locaux.

Présente dans 190 pays, la Croix-Rouge a de multiples activités humanitaires mais aussi sociales et médicales. En France, l'association nationale a 150 ans et comprend 1000 sections pour environ 58 000 bénévoles. Mais la Croix Rouge Française (CRF) dispose également de 600 établissements sanitaires et sociaux employant 18 000 salariés dispersés sur tout le territoire national. L'activité de ces établissements n'était pas suffisamment connue et valorisée. Le pôle digital de la CRF a donc mis en oeuvre un nouveau site web dédié et mis à jour par les équipes locales sans formation particulière, complémentaire du site institutionnel.

« Le site [Pourvous.croix-rouge.fr](https://pourvous.croix-rouge.fr) entre dans une stratégie de communication globale visant à mettre en avant les établissements, à côté de plaquettes, vidéos, nouvelles signalétiques, etc. » a insisté Tatiana Babsky, responsable du pôle digital de la Croix Rouge Française, lors de son témoignage sur Drupagora. Pour le pôle digital et la direction de la communication de la CRF, il s'agissait aussi d'éviter que chaque établissement crée son propre site dans une totale anarchie. Le nouveau site, créé sous Drupal avec Klee Interactive, reste ainsi sous la responsabilité technique du siège, avec un strict respect de la charte graphique et de la politique de communication globale.

Des établissements à valoriser

Les établissements de la CRF sont peu connus. Côté économie sociale, ils vont de la crèche et de la PMI (Protection Maternelle et Infantile) aux résidences pour personnes âgées ou handicapées. Côté médical, la CRF dispose d'hôpitaux, de centres de rééducation, etc. Tous ces établissements sont en situation concurrentielle. Mais Tatiana Babsky devait respecter une contrainte : « nous devons rester dans l'aide aux personnes, sans jamais basculer dans la vente agressive. »

Par ailleurs, en interne, il s'agissait aussi de valoriser les équipes. Et de provoquer l'adhésion à la « marque employeur ». Le dévouement des salariés compte évidemment beaucoup dans ce genre d'établissements.

Une offre clarifiée

Le nouveau site web devait donc clarifier en valorisant l'offre de la CRF et construire une image de marque. En particulier, il devait être aisé de trouver un établissement à proximité répondant à son besoin (crèche, centre de rééducation, etc.). « Il ne devait jamais y avoir une absence de résultat » a insisté Tatiana Babsky. Le contenu se devait d'être orienté en fonction du public de chaque établissement, pas de chaque filière administrative.

Mais les établissements sont dispersés géographiquement en plus d'être nombreux. L'équipe digitale devait donc se reposer sur les équipes locales pour gérer les contributions comme la mise à jour des descriptifs, des horaires d'ouverture, etc. Tatiana Babsky a explicité : « chacun devait pouvoir se connecter facilement à partir de son identifiant/mot de passe de l'annuaire de la CRF et arriver aussitôt sur la fiche de son propre établissement. »

Un choix technique assez évident

La CRF dispose d'un site institutionnel sous eZ Publish, de multiples sites locaux sous Spip, d'une gestion des dons sous Magento, de blogs sous Wordpress... Bref, les technologies différentes ne manquent pas. « eZ Publish n'était pas souhaité pour le nouveau site -et d'ailleurs il devrait être un jour remplacé pour notre site institutionnel- parce que ce CMS est très lourd pour les personnalisations et pose aujourd'hui des problèmes de licencing » a rapporté Tatiana Babsky. Quand des agences web ont été consultés, aucune ne l'a d'ailleurs préconisé, beaucoup conseillant Drupal.

Drupal permet en effet de répondre à toutes les contraintes, notamment l'intégration de la cartographie, un back office simple et une grande flexibilité liée à sa grande modularité. Outre la création ex-nihilo du site, de son ergonomie et de son parcours visiteur, le projet a consisté aussi à intégrer le site avec le SI de la CRF, notamment son annuaire via une mise à jour hebdomadaire. Mais les mises à jour de l'annuaire n'altère évidemment pas celles sur le contenu du site, même si les salariés changent d'affectation.

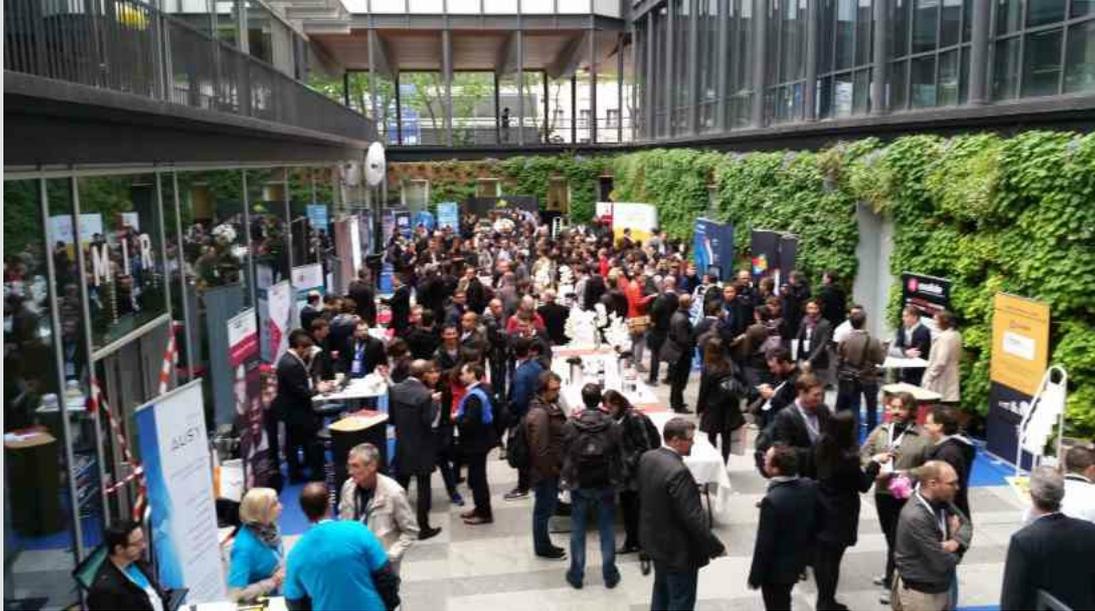
Un projet qui se poursuit

Entre l'appel d'offres et la livraison finale, le projet a mis six mois (juin-novembre 2015). Les responsables locaux n'ont pas eu de véritable formation, en dehors des tutoriels vidéos contextualisés proposés dans l'interface. La plus grande difficulté a été la mise en place du resizing d'images

Maintenant que les contenus concernant les sites locaux ont été mis à jour et que les tags de tracking SEO ont été installés, la CRF va pouvoir vraiment promouvoir le site. A

terme, le site devrait poursuivre son évolution avec la création d'espaces utilisateurs pour les usagers finaux. Ces espaces devraient être liés au SI pour permettre à un client d'y retrouver la facture d'une prestation. Une autre évolution prévue est la gestion locale des droits d'accès, le siège se contentant de donner des droits au directeur d'établissement, ce dernier attribuant les droits qu'il désire à ses collaborateurs.

A propos de Drupagora



La manifestation Drupagora rassemble annuellement l'écosystème autour du CMS open-source Drupal. Elle permet d'assister à des témoignages d'entreprises comme à des conférences techniques tandis que des partenaires peuvent être rencontrés sur leurs stands. L'édition 2016 s'est déroulée à l'Université Pierre et Marie Curie (Jussieu) le 3 juin.

En fin de manifestation, les plus beaux projets de l'année ont été distingués. Ainsi, le prix du meilleur site e-commerce développé avec Drupal a été remis à [Niwel Beauty Store](#) (groupe Franck Provost), pour son projet e-commerce sur la création d'un réseau de boutiques de détail à partir de salons existants dans une logique omnicanale et de stimulation d'une communauté de clients. Ce projet a été réalisé par Commerce Guys by Actualys et Uptilab. Le prix du meilleur site média développé avec Drupal a, lui, été remis à [RFI Savoirs](#), réalisé par OWS & Join Up, pour sa valorisation de contenus en Français et sa promotion des échanges communautaires. Le prix du meilleur site institutionnel développé avec Drupal a distingué le Ministère de la Culture et de la Communication pour son projet [Grotte Chauvet-Pont d'Arc](#), réalisé par Danskastudio. Le prix du meilleur projet innovant réalisé avec Drupal a été remis à [RCI Bank and Services](#) pour son usine à sites entre les mains des métiers, projet réalisé par Kernel42. Enfin, le grand prix du jury a distingué [le nouveau site du Parc Astérix](#) réalisé par Koriolis, adapté à tous les nouveaux usages en matière de consultation web et aux nouvelles attentes du public.



Bertrand Lemaire
Rédacteur en chef de CIO

Radio France soulage son Drupal avec des micro-services



Maziar Dowlatabadi, responsable production digitale de Radio France, a témoigné à Drupagora le 3 juin 2016.

Témoignant à Drupagora le 3 juin 2016, Maziar Dowlatabadi, responsable production digitale de Radio France, a expliqué la restructuration du site sous Drupal visant à accroître sa performance grâce à une nouvelle architecture résiliente malgré les pics d'audience.

Radio-France rassemble 25% des auditeurs de la radio en France autour de ses sept chaînes, chacune disposant de son propre site, et de plus d'une centaine de sites corporates. Plus de 800 000 contenus « diffusion » (émissions) et 300 000 « articles » (produits par des journalistes) auxquels s'ajoutent divers contenus éditoriaux et documentaires alimentent le site web grâce à 1100 contributeurs (dont 700 de France Bleu). En 2008, le web de Radio-France est basculé sous le CMS Drupal. Mais ce choix s'est heurté à des limites qu'il a fallu dépassées. Maziar Dowlatabadi, responsable production digitale de Radio-France, a expliqué la nouvelle architecture technique lors de Drupagora le 3 juin 2016.

Drupal a été choisi en 2008 parce que ce CMS s'intégrait bien au système d'information de Radio-France et était très modulaire et polyvalent. « On lui demande de tout faire, y compris de gérer la grille des programmes, la taxonomie des oeuvres, la gestion du direct... » a soupiré Maziar Dowlatabadi. Bien entendu, Drupal fournit également le contenu intégré dans les apps mobiles ainsi que l'identification trans-sites des internautes pour commenter les contenus. Enfin, Drupal est également la base des mini-sites événementiels. Ceux-ci sont créés en fonction de l'actualité, non-maîtrisable par nature, et utilisés par des équipes métier variables.

« Pauvre Drupal ! »

Pour Maziar Dowlatabadi, une seule expression peut qualifier la situation : « pauvre Drupal ! Costaud, certes, mais seul dans la tempête ! » Même s'il existe une instance Drupal par chaîne, l'infrastructure est vite dépassée par les pics d'audience, notamment la base de données derrière les sites. « Utiliser du cache comme le CDN Akamai ? Mettre plus de serveurs ? Oui, bien sûr, mais l'architecture monolithique est en elle-même le problème » a jugé Maziar Dowlatabadi.

Du coup, c'est bien l'architecture qui a été repensée. Maziar Dowlatabadi a ainsi imaginé le projet : « il s'agit de remplacer un grand arbre par une forêt de petits arbres mais sans tomber dans une jungle aux lianes en spaghettis. » A cela s'ajoutait l'impératif de réaliser du développement de qualité, durable, en flux continu afin d'arrêter de produire pour publier.

Des micro-services devant un bus

Radio-France a donc opté pour des micro-services dialoguant via un bus applicatif avec le Drupal de base. Celui-ci a été conservé pour ses capacités, sa modularité et la simplicité de son back-office de publication dédié aux journalistes, sans oublier les compétences acquises au sein de la DSI de Radio-France. Par la même occasion, les formulaires de saisie des contenus ont été simplifiés et optimisés pour le SEO. Les micro-services et le bus en question ont été développés avec le framework Symfony avec des javascripts.

Le pilote éditorial de la nouvelle architecture a été ouvert en mai 2016. La rénovation des différents sites est toujours en cours.

Sur le même sujet

Autre témoignage à Drupagora 2016, avec encadré sur la manifestation : [La Croix Rouge Française valorise ses établissements dispersés avec Drupal.](#)



Bertrand Lemaire
Rédacteur en chef de CIO

Pour toute demande concernant CIO.focus :

contact-cio@it-news-info.com

Une publication de IT NEWS INFO : 40 bd Henri Sellier 92150 Suresnes

Rédacteur en chef : Bertrand Lemaire, blemaire@it-news-info.com

Tél. : 01 41 97 62 10

Principaux associés : Adthink Media et International Data Group Inc.

Président : Bertrand Gros

Directeur de publication : Bertrand Gros

Directeur général : Jean Royné

Président du groupe Adthink Media : Sylvain Morel

CIO est édité par IT NEWS INFO, SAS au capital de 3000000 €

Siret : 500034574 00029 RCS Nanterre

